

Jour de séance 46

le mardi 4 juin 2013

13 h

Prière.

M. Tait, du Comité permanent des prévisions budgétaires, présente le deuxième rapport du comité pour la session, ainsi qu'il suit :

le 4 juin 2013

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent des prévisions budgétaires demande à présenter son deuxième rapport.

Le comité se réunit à la Chambre de l'Assemblée législative les 28, 29 et 31 mai 2013 pour étudier les prévisions budgétaires dont il a été saisi sur résolution de la Chambre le 4 avril 2013.

Le comité fait rapport qu'il a accompli une partie du travail au sujet des questions dont il a été saisi et a adopté plusieurs crédits. Le comité recommande que la Chambre adopte les crédits qu'il a votés, énumérés dans le rapport ci-joint.

Le comité fait en outre rapport que le temps qui lui était alloué pour l'étude des prévisions budgétaires est écoulé. Conformément à la résolution adoptée par la Chambre le 4 avril 2013, les prévisions budgétaires dont le comité est saisi sont soumises à l'étude du Comité des subsides.

Le président du comité,  
(signature)  
Glen Tait, député

Voici les crédits que le comité a votés :

**BUDGET PRINCIPAL 2013-2014  
COMPTE ORDINAIRE**

	Votés (\$)
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	
Administration . . . . .	2 272 000

Développement des entreprises et du commerce . . . .	6 061 000
Développement local . . . . .	10 000 000
Aide stratégique . . . . .	9 900 000
Société de développement régional . . . . .	73 140 000
Moins : crédits législatifs . . . . .	53 000
Moins : recettes réservées . . . . .	750 000
Votés . . . . .	100 570 000
BUREAU DU CONSEIL EXÉCUTIF	
Secrétariat du Conseil exécutif . . . . .	3 276 000
Communications stratégiques . . . . .	1 257 000
Cabinet du lieutenant-gouverneur . . . . .	336 000
Direction des questions féminines . . . . .	3 074 000
Bureau du chef du service de l'information . . . . .	5 786 000
Affaires intergouvernementales . . . . .	3 246 000
Votés . . . . .	16 975 000
BUREAU DU CONSEIL EXÉCUTIF	
Secrétariat des affaires autochtones . . . . .	1 395 000
MINISTÈRE DES FINANCES	
Gestion des ressources financières . . . . .	15 810 000
Bureau du contrôleur . . . . .	3 139 000
Moins : crédits législatifs . . . . .	53 000
Votés . . . . .	18 896 000
INVESTIR NOUVEAU-BRUNSWICK	
Investir NB . . . . .	4 913 000
Aide stratégique . . . . .	9 725 000
Votés . . . . .	14 638 000
CABINET DU PREMIER MINISTRE	
Administration . . . . .	1 652 000
Moins : crédits législatifs . . . . .	79 000
Votés . . . . .	1 573 000
SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	
Service de la dette publique . . . . .	664 000 000
Moins : crédits législatifs . . . . .	655 343 000
Votés . . . . .	8 657 000
MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'INFRASTRUCTURE	
Administration . . . . .	15 804 000

Politiques, planification et développement	
stratégique . . . . .	2 163 000
Entretien . . . . .	53 005 000
Entretien pendant l'hiver . . . . .	57 590 000
Construction des ponts et des routes . . . . .	1 214 000
Groupe des bâtiments . . . . .	118 532 000
Société de voirie du Nouveau-Brunswick . . . . .	23 988 000
Moins : crédits législatifs . . . . .	23 715 000
Moins : recettes réservées . . . . .	40 000
Votés . . . . .	248 541 000
<b>GOUVERNEMENT GÉNÉRAL</b>	
Commissions versées aux percepteurs de la taxe	
sur le pari mutuel . . . . .	560 000
Entités consolidées . . . . .	233 195 000
Moins : crédits législatifs . . . . .	233 195 000
Conseil des premiers ministres de l'Atlantique . . . . .	642 000
Conférences intergouvernementales . . . . .	23 000
Régimes de retraite prévus par la loi, accumulation	
de prestations, subventions et allocations	
supplémentaires . . . . .	394 611 000
Moins : crédits législatifs . . . . .	152 000
Conseil du premier ministre sur la condition des	
personnes handicapées . . . . .	284 000
Provision pour pertes . . . . .	25 100 000
Accords de partage des recettes avec les Premières	
Nations . . . . .	31 900 000
Provision pour fonds supplémentaires . . . . .	94 671 000
<b>COMPTE DE CAPITAL</b>	
<b>MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE</b>	
Société de développement régional :	
Développement économique et innovation . . . . .	4 000 000
<b>MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE</b>	
<b>L'INFRASTRUCTURE</b>	
Ponts permanents . . . . .	41 950 000
Routes permanentes . . . . .	107 997 000
Infrastructure routière dans les régions rurales . . . . .	43 500 000
Programme du réseau routier national Canada -	
Nouveau-Brunswick . . . . .	61 085 000
Travaux publics et infrastructure . . . . .	157 520 000

Agence de gestion des véhicules .....	10 000 000
Moins : crédits législatifs .....	64 884 000
Votés .....	357 168 000

### PRÊTS ET AVANCES

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	
Programme d'aide financière à l'industrie . . . . .	60 000 000
Société de développement régional :	
Aide financière provenant du Programme de prêts du Fonds de développement économique et d'innovation pour le Nord du Nouveau-Brunswick . . . . .	4 000 000
Aide financière provenant du Programme de prêts du Fonds de développement économique et d'innovation pour la région de Miramichi . . . . .	1 000 000
Votés .....	65 000 000
INVESTIR NOUVEAU-BRUNSWICK	
Aide financière à l'industrie .....	30 000 000
MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'INFRASTRUCTURE	
Programme de prêts et avances .....	13 600 000

### FONDS DE ROULEMENT SOLDES MAXIMAUX 2013-2014

AVANCES DE FONDS DE ROULEMENT	
Gouvernement général .....	100 000
Transports et Infrastructure .....	3 000 000
AVANCES DE PETITE CAISSE	
Transports et Infrastructure .....	23 000
Autres (petites avances) .....	40 000
STOCKS	
Transports et Infrastructure .....	23 000 000

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.2 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

Sur la motion de l'hon. P. Robichaud, appuyé par M. Fraser, il est résolu que l'Assemblée, à la levée de la séance le mercredi 5 juin 2013, s'ajourne d'office au jeudi 6 juin 2013 à 13 h 30.

L'hon. P. Robichaud, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la Chambre se forme en Comité des subsides pour étudier les derniers crédits puis se forme en Comité plénier pour étudier le projet de loi 28, après quoi la deuxième lecture des projets de loi 54, 58, 57, 46, 47, 48, 55, 49, 56, 65, 59, 51 et 52 sera appelée.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, se forme en Comité des subsides, sous la présidence de M. C. Landry.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre reprend la présidence de séance. M. C. Landry, président du comité, demande au président de la Chambre de revenir à la présentation des rapports de comités et fait rapport que le comité a accompli une partie du travail au sujet des questions dont il a été saisi, a adopté plusieurs crédits et demande à siéger de nouveau.

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.2 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

Voici les crédits dont il est fait rapport :

**BUDGET PRINCIPAL, 2013-2014  
COMPTE ORDINAIRE**

	Votés (\$)
<b>MINISTÈRE DE LA SANTÉ</b>	
Services ministériels et autres services de santé . . . . .	291 299 000
Assurance-maladie . . . . .	581 561 000
Plan de médicaments sur ordonnance . . . . .	187 303 000
Régies régionales de la santé . . . . .	1 523 652 000
Moins : crédits législatifs . . . . .	53 000
Moins : recettes réservées . . . . .	1 007 000
<b>Votés . . . . .</b>	<b>2 582 755 000</b>
 <b>ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE</b>	
Indemnités des députés, comités et activités . . . . .	8 693 000
Moins : crédits législatifs . . . . .	4 782 000

Bureau de l'Assemblée législative . . . . .	3 349 000
Bureau du vérificateur général . . . . .	2 078 000
Bureaux des chefs et des membres des partis politiques enregistrés . . . . .	1 602 000
Moins : crédits législatifs. . . . .	90 000
Élections Nouveau-Brunswick . . . . .	2 700 000
Moins : crédits législatifs. . . . .	668 000
Bureau de l'ombudsman et du défenseur des enfants et de la jeunesse . . . . .	1 664 000
Bureau du commissaire aux langues officielles . . . . .	506 000
Bureau du défenseur du consommateur en matière d'assurances . . . . .	470 000
Commissariat à l'accès à l'information et à la protection de la vie privée . . . . .	597 000
 AGENCE DE L'EFFICACITÉ ET DE LA CONSERVATION ÉNERGÉTIQUES DU NOUVEAU-BRUNSWICK	
Administration . . . . .	871 000
Programmes sur l'efficacité énergétique . . . . .	10 778 000
Votés . . . . .	11 649 000
 FONDS DE ROULEMENT SOLDES MAXIMAUX	
 AVANCES DE FONDS DE ROULEMENT	
Santé . . . . .	1 225 000
 AVANCES DE PETITE CAISSE	
Santé . . . . .	2 000
 STOCKS	
Santé . . . . .	8 830 000

La Chambre adopte ces crédits.

---

La Chambre se forme en Comité plénier, sous la présidence de M. C. Landry.

Après un certain laps de temps, M. Urquhart assume la présidence du comité.

Après un autre laps de temps, le président de la Chambre reprend la présidence de séance. M. Urquhart, président du comité, demande au président de la Chambre de revenir à la présentation des rapports de

comités et rapporte que le comité lui a enjoint de faire rapport du projet de loi suivant avec des amendements :

28, *Loi concernant les fonctionnaires de l'Assemblée législative.*

Le président du comité rapporte aussi que le comité lui a enjoint de demander à présenter un autre rapport.

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 54, *Loi sur le bronzage artificiel*, il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 18 h.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

documents demandés dans les avis de motion 51 et 55 (31 mai 2013).